

L'UDF d'hier et d'aujourd'hui

I) Majorité UMP/UDF (2002/2005) : la mémoire effacée de François Bayrou

Déclaration politique des groupes : bureau de la présidence de l'Assemblée nationale - 25 juin 2002 (source Assemblée nationale) Groupe Union pour la Démocratie Française
« Les députés UDF se reconnaissent dans la majorité présidentielle née le 5 mai 2002 et soutiennent l'action du gouvernement nommé le 17 juin 2002... » - Alliance UMP/UDF

François Bayrou : Invité du JT de TF1 (03/06/02) « Voter UMP ou UDF mais pas socialiste »

« Voter UMP ou UDF mais en tout cas pas voter socialiste . Mais l'urgence de l'urgence, la priorité des priorités, c'est que l'on ne reparte pas pour 5 ans dans les 5 années qu'on vient de vivre avec cette manière d'épuiser la France que la cohabitation impose. »
Je soutiens le gouvernement parce qu'il faut avoir des positions simples et claires. Ma position c'est de soutenir le gouvernement qui a été mis en place... »,

Interview de François Bayrou (Le Monde du 06.10.02) : « pour l'union entre l'UMP et l'UDF »

« Pour l'instant, l'UMP nous regarde et peut-être de haut. Mais le jour viendra où il faudra entre l'UMP et l'UDF des relations suivies, et une organisation de notre travail en commun sur la base d'un partenariat. Préparons-le d'ores et déjà ».

Interview d'Hervé Morin (le Figaro : 20/09/03)

« L'UDF ne critique pas tout ce que fait le gouvernement ! Nous apprécions le travail de Sarkozy, de Fillon, de Dutreil, de Robien, de Mer, par exemple. »

François Bayrou invité de Jean Michel Blier (France-Info du 23.10.03) « l'UDF fait partie de la majorité »

« L'UDF fait partie de la majorité parce qu'elle traduit les sentiments du plus grand nombre des Français qui ont voté pour le Président de la République et pour la majorité nouvelle en 2002. » Il y a des millions de Français aujourd'hui qui pensent qu'ils ont voté pour un choix clair et qui ne s'y retrouvent pas.

II) Droit du travail, pouvoir d'achat, fiscalité, etc ...

Interview de Hervé Morin (Les Echos du 01.10.02) : Le pouvoir d'achat

« Non, tout est encadré. Il n'y a rien à négocier. Le carcan de la loi est tel que l'incitation à négocier n'existe pratiquement pas. Par exemple, le texte annonce que le taux de majoration des salaires est fixé par la négociation collective, mais il précise que, si aucun accord n'est trouvé, il sera fixé à 25 % pour les huit premières heures et à 50% pour les suivantes. Connaissez-vous un syndicat qui accepterait, dès lors, un taux inférieur à 25%. Fixer le taux de bonification à 25 % a tué la négociation et va coûter cher aux entreprises ».

Interview de François Bayrou (Le Parisien du 09.10.03) : « travailler plus pour gagner plus... »

« L'UDF a critiqué depuis le début l'instauration autoritaire des 35 heures. Nous avons regretté que l'on choisisse des mini-aménagements et pas un vrai changement. Nous croyons qu'un jour ou l'autre, par accord entre le salarié et l'entreprise, sans y être obligés, les Français qui le veulent devront pouvoir travailler plus pour gagner plus ».



À propos du droit de grève...

« *Le mouvement social contre la réforme des retraites va vers son terme. Il est naturel dans ces conditions que se réunissent des manifestations de « ras le bol » d'associations comme « la France qui bosse » contre ceux qu'on caricature comme « privilégiés » ou « nantis » de la fonction publique....* » (Source : Démocratie Info n° 81 / 19 mai 2003)

L'impôt sur la fortune

Interview de Jean Arthuis (La Croix du 13.09.02)...

Question : Lors de la discussion du budget au Sénat, proposerez-vous une réforme du plafonnement de l'impôt de solidarité sur la fortune ?

« **Cette mesure fait également partie des priorités. La mondialisation doit nous conduire à gommer tous les impôts qui se retournent contre nous, c'est-à-dire qui incitent les contribuables à pratiquer leur activité à l'étranger** ».

Interview de Philippe Augier, maire de Deauville, secrétaire national de l'UDF (Le Parisien du 09.02.03)

« **Non. A qui l'ISF coûte-t-il le plus ? Aux chômeurs. Il ne rapporte rien ou presque à l'Etat, mais fait fuir hors de France les capitaux qui créent des emplois à l'étranger plutôt que chez nous. Je pense que l'ISF est nuisible du point de vue de la justice sociale parce qu'il aggrave le chômage** ».

Le budget 2003

« *Le mois de décembre a vu l'adoption par le parlement de la traditionnelle loi de finances. ... Ce projet marque une étape importante. Il opère des choix que l'UDF soutient, prend de bonnes orientations, répond à plusieurs des attentes de nos compatriotes...* »

Charles de Courson, député UDF de la Marne (Source : Démocratie Info n°73 / 13 janvier 2003)

La loi Falloux

François Bayrou invité du Grand Jury RTL/Le Monde/LCI du 26.06.03 :

« **Sur la loi Falloux, Je n'ai rien retiré et le gouvernement n'a rien retiré. C'est le Conseil Constitutionnel qui, la veille de la manifestation, a dit, sur un motif qui d'ailleurs me laisse encore perplexe neuf ans après, qui a dit : « ce n'est pas constitutionnel de permettre aux communes d'aider à réparer ou à construire** ».

José Maria Aznar : un exemple :

« *L'UDF est libre dans la majorité, elle peut donc aider le gouvernement en ayant un langage de vérité qui est plus difficile à tenir pour les parlementaires UMP. Il nous faut proposer les vraies réformes dont le pays a besoin, celles des retraites, de l'assurance maladie, la réforme de l'Etat et la décentralisation....* »

« *C'est sur ce terrain que les élus doivent mener la bataille politique. Beaucoup de gouvernements l'ont gagnée. Notre ami Aznar en Espagne en a été récompensé* ».

Charles de Courson député UDF de la Marne (Source : Démocratie Info n° 79 / 15 avril 2003)

**Ce florilège est tout à fait explicite.
Qu'est-ce qui a changé aujourd'hui ?**

